

16.071

Oui à la suppression des redevances radio et télévision. Initiative populaire

Argumentaire contre

Personne ne détient la vérité et chacun mérite de donner son avis dans notre démocratie, c'est un fait. Mais est-ce que les auteurs de cette initiative se sont demandés ce que deviendrait une Suisse sans redevance ? Dans un pays marqué par la diversité linguistique et culturelle, le service universel dans le domaine des médias est un ciment qui renforce notre nation.

Dans le merveilleux monde sans redevance, c'est indéniable, chaque ménage économiserait quelques centaines de francs par année. Or, ce même ménage s'en mordrait vite les doigts avec une information limitée à son strict minimum et consacrée aux événements les plus « vendeurs » et de la publicité en continu. Autant dire que plusieurs régions en feraient les frais et n'auraient plus beaucoup de chances d'être racontées à nos concitoyens. De plus, la garantie de pouvoir suivre des manifestations culturelles et sportives au niveau international, par exemple, sans payer de supplément puisqu'inclus aujourd'hui dans la redevance, n'existerait plus.

Actuellement déjà, malgré les moyens importants dévolus à la SSR, il est difficile de couvrir chaque spécificité. Dans un monde médiatique ultra-libéralisé, seul celui qui a le plus de moyens y trouverait son compte. Et dans l'affaire, la qualité et la diversité des informations ne pèseraient pas bien lourd. Alors, bien sûr, rien ne sert de financer des programmes coûteux et intelligents que personne ne regarde ! Mais je crois que la SSR fait des efforts louables pour répondre aux critères de rentabilité et de diversité.

Nos chaînes nationales n'ont pas à rougir de leur programme, mais nous devons de rappeler la SSR à ses obligations à chaque fois que c'est nécessaire afin de raconter et présenter de manière équilibrée les cantons d'une même région linguistique. Car il faut oser le dire, les réussites économiques, sociales, sportives, culturelles n'ont pas la même importance s'ils proviennent du Bassin lémanique ou de l'Arc jurassien.

Nous attendons de la SSR - en particulier du directeur de la RTS- que les régions dites « périphériques » soient véritablement traitées avec égard et respect dans un souci d'équité. Mais il faut savoir raison garder et

priver la SSR de toutes redevances revient à se priver d'un outil de réflexion et de cohésion indispensable dans un pays comme le nôtre, pour lequel l'identité nationale est une construction de tous les instants.

Le principe de base doit ainsi demeurer afin que non seulement toutes les régions linguistiques mais que tous les groupes d'âge profitent d'offres intéressantes : communautés linguistiques, personnes malentendantes ou aveugles, différentes générations ou personnes issues de la migration.

Il faut donc avoir la critique constructive et au besoin, être plus contraignant dans nos exigences. L'élaboration d'une loi sur les médias - très attendue - permettra de répondre à un certain nombre de nos demandes et notamment celles visant à soutenir les médias régionaux qui sont en grand danger. Les médias « locaux » donnent des informations « locales », et ce faisant, participent de manière non-négligeable à la vie des régions, de toutes les régions linguistiques. Ils sont des relais incontournables de la vie politique locale mais également de la vie politique fédérale.

Il faut aussi relever que le soutien à la SSR n'est pas une opposition aux médias privés. Il faut cultiver la relation de complémentarité et non pas la domination d'un acteur sur les autres. La concertation, et peut-être aussi un meilleur respect, doivent être améliorés. A cet égard, j'attends de la SSR un peu de retenue en matière de contenus : « innover oui, vouloir « tout faire » non !

Des changements doivent avoir lieu et vont avoir lieu mais une révolution n'est pas nécessaire. La demande de l'initiative ne correspond pas à notre manière de fonctionner et interroge à plus d'un titre :

- que deviendraient les télévisions régionales et les radios locales ? que se passerait-il pour les 1,5 millions de personnes qui vivent dans les régions de montagnes et les régions périphériques ?
- sans parler des milliers d'emplois de qualité avec des postes intéressants.

Supprimer la redevance à la SSR et aux TV/radios régionales, c'est faire la part belle aux géants des médias, à des groupes étrangers et leur laisser une marge de manœuvre totale pour dicter leurs règles. Ils fixeront les tarifs, les horaires et je peux vous garantir que la culture et la politique ne passeront pas à 20h !

Supprimer la redevance, c'est confier la télévision aux seules lois du marché, mais cela ne signifie pas zéro coût. "L'économie" de la redevance pour le citoyen sera largement récupérée ailleurs.

Le téléspectateur pourra choisir certaines émissions, mais à quel prix et avec quelle garantie d'accessibilité ?

Informé de manière objective et indépendante et enrichi culturellement sa population est une noble mission, c'est un « service public » accessible à tous et aussi un « acte de solidarité » qui garantit la cohésion nationale.

Pour ces quelques raisons, je vous invite, à rejeter cette initiative populaire.

CH 08 mars 2017